

Attention

La Ville de Laval propose ce modèle de résolution d'un conseil d'administration pour l'acceptation des conditions de la reconnaissance municipale. Tout organisme qui l'utilise doit l'ajuster à son contexte juridique et administratif.

[Logo de l'organisme]

Résolution du conseil d'administration de [Nom de l'organisme] en date du [Date]

N° [N° de résolution]

Considérant que [Nom de l'organisme] reconnaît l'existence du regroupement de citoyens lavallois ayant pour nom [Nom du regroupement] et le soutiendra dans le développement de son offre de service;

Considérant que le regroupement de citoyens lavallois [Nom du regroupement] souhaite déposer une première demande de reconnaissance auprès de la Ville de Laval;

Considérant que le regroupement de citoyens lavallois [Nom du regroupement] s'engage à respecter les exigences et les obligations liées à la reconnaissance municipale;

Considérant que le regroupement de citoyens lavallois [Nom du regroupement] réalise des activités en lien avec un des domaines d'activité admissibles;

Considérant que [Nom de l'organisme] délègue au [Nom du regroupement] la responsabilité de se conformer aux exigences et aux obligations liées à la reconnaissance municipale;

Considérant que [Nom de l'organisme] est une personne morale au sens de la loi et qu'il est bien constitué en un organisme à but non lucratif.

Il est proposé par [...] et appuyé par [...]:

- 1° d'autoriser [Fonction de la personne autorisée] à déposer une première demande de reconnaissance municipale et à la présenter à la Ville de Laval pour et au nom de [Nom de l'organisme];
- 2° d'autoriser [Fonction de la personne autorisée] à remettre à la Ville de Laval, conformément aux exigences municipales, toute la documentation requise en lien avec la demande de reconnaissance.

Adopté à l'unanimité

[Sceau de l'organisme, s'il en utilise un]

Attention

La Ville de Laval propose ce modèle de résolution d'un conseil d'administration pour l'acceptation des conditions de la reconnaissance municipale. Tout organisme qui l'utilise doit l'ajuster à son contexte juridique et administratif.

Copie certifiée conforme signée le [Date]

Nom, fonction et signature de la personne habilitée]